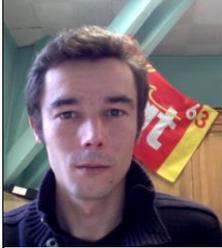




COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES



EDITORIAL

D'ici le 22 avril, les coups vont tomber entre les différentes composantes politiques qui mènent leurs candidats... Et il nous sera surtout intéressant de suivre ce que chacun(e) porte politiquement, notamment sur de grands enjeux de société.

Mais les coups continuent de tomber aussi sur les salariés. C'est pour cela qu'ils s'organisent et que les syndicats (en tous cas la Cgt) continuent d'agir. Cette semaine, quand nos camarades d'Arcelor agissent pour leurs emplois et pour l'avenir industriel dans leur pays... Sarkozy pète les plombs ! Il fait sortir les matraques, il fait gazer et gueule à qui veut l'entendre (sans oublier ses copains qui dirigent les médias, qui eux orientent l'opinion publique...) : *"Que les syndicalistes défendent les syndiqués et ne fassent pas de politique et la CGT se portera mieux (...) que la CGT ne pense pas qu'elle a un rôle politique à jouer dans cette campagne, ça ne lui va pas, ce n'est pas bien".* Et de rajouter : *"Les gaz lacrymogènes, c'est jamais bien, mais je ne suis pas décidé à laisser casser quoi que soit. Ça vaut pour la CGT, pour les syndicalistes comme pour les politiques".*

Face à une telle accusation (de faire de la politique), la Cgt plaide coupable ! En effet, ce Président de la République, outre son bilan politique calamiteux, oublie quelques notions fondamentales, reprises ci-dessous, et extraites du préambule des statuts de la Cgt :

Le syndicalisme est né de la double volonté des salariés de défendre leurs intérêts immédiats et de participer à la transformation de la société.

Depuis sa création il a joué un rôle déterminant dans la conquête de garanties sociales qui ont contribué à changer la condition humaine. Fidèle à ses origines, à la charte d'Amiens de 1906, héritière des valeurs humanistes et internationalistes qui ont présidé à sa constitution, considérant la pleine validité des principes d'indépendance, de démocratie, de respect mutuel et de cohésion contenus dans le préambule des statuts de 1936 (intégré aux présents statuts), la Confédération Générale du Travail défend les intérêts de tous les salariés sans exclusive, en tous temps et en tous lieux. Elle intervient en conséquence librement sur tous les champs de la vie sociale, elle participe au mouvement de transformation sociale.

Oui, en nous organisant, en faisant en sorte de tout mettre en œuvre pour d'autres choix de société, pour le progrès social, nous confirmons à Nicolas SARKOZY que nous faisons de la politique. Au passage, sans prétention aucune, on pourrait même lui conseiller de faire un peu de moins de politique « politicienne », voire de ne plus faire de politique du tout... parce que ça, ça ne nous va pas... Mais quoi qu'il en soit, avant le 1er tour, après le 2ème, et encore après les législatives en juin, on ne se couchera pas ! On sera là, et on fera ce qu'on a à faire !!!

Julien PAULIAC

Sommaire

- P2 : IHS, formation, Site UD
- P3 : Élections Présidentielles
- P4 : Fête de l'U.D.
- P5/6 : 29 mars, Appel des Fédérations santé et Action Sociale



N° 1413 VENDREDI 16 MARS 2012

DEPOSE LE 16 MARS 2012

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

Agenda :

- 19/03** : rassemblement à Issoire : venue de R. Bachelot. **RDV à 8h30 à l'UL**
- 22/03** : initiative revendicative /industrie (info à suivre dans les prochains jours)
- 29/03** : initiative "Reconquête de la protection sociale"
- 30/03** : réunion des SG d'UL à l'UL d'Issoire, pour les Élections TPE

Rappel Comité Général de l'UD du 3 avril, de nombreux syndicats ne se sont pas inscrits, nous vous laissons quelques jours...

L'Institut d'Histoire Sociale Cgt du département est désormais sur les rails et propose une initiative très intéressante avec Michel ETIEVENT, sur le thème de la Protection sociale.

MARDI 17 AVRIL à 18h

Salle multimédia G. CONCHON 7, rue Léo Lagrange



MICHEL ETIEVENT
« *Ambroise Croizat ou l'invention sociale* »

Michel Etievent, écrivain, journaliste, historien est l'auteur de cette biographie du père de la Sécurité sociale.

Mais qui était Ambroise Croizat ?

Militant syndical, ministre communiste du travail de 1945 à 1947, il fut le principal instigateur de la Sécurité sociale en France, l'un de ceux qui ont institué les conventions collectives, le système des retraites, les comités d'entreprise, la médecine du travail... Tous ces « conquits sociaux » que les néolibéraux au pouvoir s'emploient à détruire par tous les moyens depuis des années.

« *Désormais nous mettrons définitivement l'homme à l'abri du besoin et des angoisses du lendemain* ». Ainsi s'exprimait Ambroise Croizat le 27 novembre 1945 en promulguant le nouveau plan français de Sécurité sociale. Un vrai lieu de solidarité, un rempart contre le rejet et l'exclusion.



FORMATIONS :

Une formation d'accueil en direction des syndiqués des petits syndicats est mise en place sur le territoire de l'Union Locale de Clermont Ville les **14 et 15 mai 2012**. Si vous êtes intéressés, inscrivez-vous rapidement auprès de l'Union Départementale.

Memo Formations à venir :

- **23 et 24 avril 2012 : Fiche de Paie** (il reste encore des places),
- **25 au 27 avril 2012 : Élus et mandatés UL COURNON**
- **21 au 25 mai 2012 : Niveau I UL THIERS**
- **21 au 25 mai : CHSCT sur Clermont-Ferrand**

N'oubliez pas, un bon nombre d'informations sont mises à votre disposition (quasiment) chaque jour, **sur le site Internet de la Cgt63**.

N'hésitez pas à y passer régulièrement et à faire connaître ce point de contre-informations... www.cgt63.fr

L'expression de la confédération

Election présidentielle : Changer de politique, conquérir la justice sociale

Les salariés, retraités et privés d'emploi, comme l'ensemble des citoyens, femmes et hommes, sont appelés à participer à l'élection présidentielle les 22 avril et 6 mai prochains.

C'est un rendez-vous important pour l'expression démocratique. A ce titre, la CGT ne saurait être neutre, surtout au regard de la gravité de la situation.

Après des décennies de creusement des inégalités, la répartition des richesses doit désormais privilégier les revenus des salariés, des retraités, les minima sociaux et la protection sociale. Elle doit être réorientée vers l'efficacité économique et sociale.

La première des insécurités est bien sociale. Elle est aussi la conséquence de choix politiques.

Face à la mainmise des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie et sur les choix de société il faut combattre la spéculation, mettre en place des dispositifs pour financer des activités créatrices d'emploi, investir dans une véritable politique industrielle et développer les services publics prenant en compte l'impératif de développement humain durable.

Face aux pouvoirs des actionnaires devenus exorbitants, il faut donner plus de droits d'intervention aux salariés dans les entreprises et au-delà.

A tous les niveaux, entreprises grandes ou petites, territoires, filières d'activité, Etat et collectivités ... la démocratie sociale doit être une priorité.

La CGT réaffirme ses dix exigences pour sortir de la crise :

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700€)
- Contrôler les aides publiques aux entreprises
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- Stopper les suppressions d'emplois
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- Réformer la fiscalité en profondeur
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

En aucun cas le projet de l'extrême droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de la crise. La CGT renouvelle son opposition aux idées véhiculées par le Front National et banalisées par d'autres, qui cherche à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, libéricide, discriminatoire et raciste.

Le changement de politique pour conquérir la justice sociale, aider au « vivre ensemble » devient incontournable.

Au vu du bilan et des projets du Président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux.

Derrière ses discours sur la « moralisation du capitalisme » ou la « revalorisation du travail », l'essentiel de son action a consisté à favoriser les actionnaires et les plus riches.

Ses choix contribuent à faire payer la crise aux salariés qui n'en sont pas responsables.

Il a choisi de ne pas répondre aux grandes mobilisations nationales de 2009 pour "une autre répartition des richesses", préférant satisfaire les revendications patronales.

En 2010, c'est par le passage en force qu'il a imposé le recul de l'âge de départ en retraite aux millions de manifestants. Le système des retraites est fragilisé, les droits pour des millions de salariés en sont affectés.

Il a érigé le pouvoir personnel en méthode de gouvernement.

Le Président de la République est à l'origine d'un nouveau traité européen qui généralise l'austérité. C'est une nouvelle arme pour amplifier les attaques contre le code du travail, les droits et budgets sociaux, les droits des privés d'emploi, les retraites, les services publics...

Son programme pour demain rejoint les exigences du MEDEF. Ce serait plus d'austérité pour les salariés et les retraités, l'accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes, une culpabilisation éhontée des privés d'emploi, la stigmatisation des travailleurs migrants et immigrés, la mise en cause du rôle des organisations syndicales considérées comme obstacles à ses projets. La société française vivrait des clivages plus violents encore et s'enfoncerait encore plus dans la crise.

L'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social.

Affirmer sa citoyenneté, c'est aller voter, c'est aussi se syndiquer. Adhérer à la CGT c'est prendre sa place dans le syndicat qui agit au quotidien pour le progrès et la justice sociale.

Les salariés ont besoin d'une présence plus importante du syndicalisme pour créer le rapport de force nécessaire et organiser les luttes pour la prise en compte leurs revendications en toutes circonstances.

Montreuil, le 13 mars 2012 Adoptée à l'unanimité par la Commission Exécutive Confédérale

RAPPEL

L'UD tient à disposition des syndicats qui ont effectué des pré-commandes, **les billets pour la fête des luttes et de la solidarité**. Évidemment, nous en avons aussi pour les camarades qui n'ont rien commandé... Passez à l'UD, ou contactez nous par téléphone (04 73 31 87 87) ou par mail (fete2012@cgt63.fr)

Nous vous joignons le programme, qui sera édité rapidement afin d'être diffusé un peu partout et qui peut permettre une vente militante, sans attendre...

Nous vous rappelons que ces billets permettent le financement de cette initiative. Aussi, ils sont à vendre comme entrée sur la fête, comme souscription envers la Cgt et encore comme ticket de tombola avec de nombreux lots à faire gagner...

FÊTE
des **LUTTES**
& de la
SOLIDARITÉ

samedi 16 juin 2012
place du 1^{er} mai
Clermont-Fd

Concerts
HK & les Saltimbanks
La Rabia

Débats

Court-métrage

Spectacle jeune public

Restauration
Pétanque
Bal

la 63
cgt

www.cgt63.fr

TOURISTRA
vacances